

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)
O. G. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.

Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAURE

ABONNEMENTS :
France et Colonies : 6 mois, 140 fr. ; 1 an, 280 fr.
Autres pays : 6 mois 190 fr. ; 1 an, 380 fr.

Cette fois, il faudra mettre
en marche — pour nous,
ouvriers — les entreprises
que nous occuperons.

VIVE LA GRÈVE DE SOLIDARITÉ !

A l'action

MALGRÉ L'HYPOCRISIE STALINIENNE
ET LA LACHETÉ SOCIAL-DÉMOCRATE !

LE LIBERTAIRE a déclaré à plusieurs reprises que la situation du mouvement ouvrier pouvait sembler désespérée ; mais qu'en réalité, en profondeur, germaient des mouvements revendicatifs qui finiraient par éclater et se propager, débordant les cadres politiques et syndicaux sclérosés ou pourris.

Les événements viennent d'apporter à notre thèse une éclatante confirmation.

Toujours nous nous sommes refusés, nous les Anarchistes, de nous mêler des questions ouvrières pour les trancher par des directives ou des oracles, alors qu'il appartient aux travailleurs eux-mêmes (à ceux qui combattent, non pas à ceux qui regardent) de déterminer le sens de leur lutte, ses méthodes, ses tactiques, l'étendue de ses revendications.

Mais — s'il ne nous est pas permis, à nos propres yeux, de prétendre régler « entre nous », et hors de la volonté commune des intéressés, le déclenchement de la moindre grève, la conduite des « négociations » ou la reprise du travail, si, dans toute action, nous entendons laisser la direction pleine et entière à ceux qui risquent, selon le cas, leur pain, leur liberté (ou leur vie) — il nous est tout de même loisible — et c'est même notre devoir, de nous former une opinion sur les faits sociaux qui se déroulent sous nos yeux, puis de la faire connaître sans prétention aucune — approuvant ce qui nous semble juste et salubre dans les initiatives prises par des travailleurs en grève, et désapprouvant les erreurs ou les manœuvres qui font obstacle au mouvement.

Il y a huit jours, nous n'hésitions pas un seul instant à saluer les grévistes de chez Renault, considérant que la formule de leur action était excellente.

Aujourd'hui, nous croyons pouvoir dire que la méthode employée est insuffisante.

Les métallos de la Régie Renault sont en grève, et contre les directions syndicales traitées. Le Comité de Grève, organisme sorti spontanément de la lutte, ne doit pas craindre de s'affirmer face aux « autorités ». Sinon, les négociations se feront sans tenir compte de son point de vue.

Si le Comité de Grève prend une attitude de conciliation, l'Etat (qui est le patron) prolongera les pourparlers de telle sorte que la lassitude apparaisse chez les grévistes.

Il faut que les grévistes passent à une action énergique et qu'ils s'imposent. Pour cela, non seulement ils doivent occuper les locaux, mais ils doivent tout remettre en marche pour leur propre compte, sous leur seule gestion. C'est possible, puisque les cadres et techniciens sont dans la grève. Déjà quand travaillait la grève du Livre, nous avions tiré la leçon des événements et démontré que le succès exigeait l'action directe énergique, le remplacement de la grève avec occupation par la grève gestionnaire. Car ce qui était un nouveauté en 1936 est dépassé en 1947.

Or, il s'agit présentement d'un mouvement qui peut et doit s'étendre à toute la métallurgie, et ouvrir ainsi une immense lutte révolutionnaire.

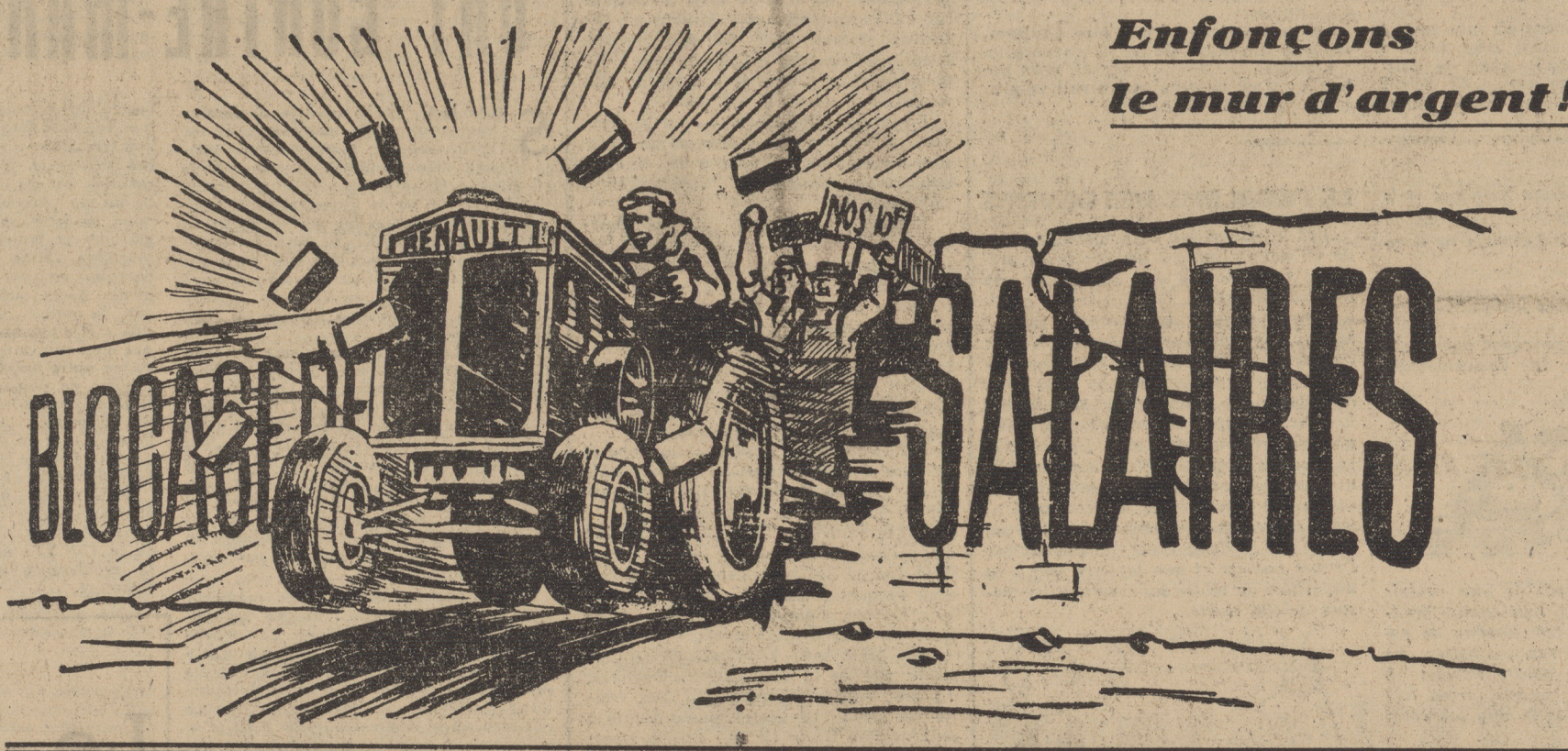
Mais cela n'est possible que si la grève est inspirée par autre chose que, par un souci immédiat de revalorisation des salaires (insuffisante, sans garanties, comme l'échelle mobile devant la hausse à prévoir du coût de la vie) et s'il y a un désir obscur mais réel d'émancipation, de prise des moyens de production.

Certes, il est bon déjà, et presque inespéré, que les travailleurs ne veuillent pas de la revendication-dérivée de la C.G.T. consistant à réclamer une prime supplémentaire de rendement. Il est de la plus haute importance que les grévistes n'aient pas écouté les voix trompeuses des représentants syndicaux officiels, qu'ils exigent des élections de délégués, qu'ils ne soient pas jusqu'ici dupes de la manœuvre stalinienne consistant, après avoir condamné la grève, à la faire avorter en ayant l'air de s'y rallier tout en proposant des revendications insuffisantes. Mais il faut que la clairvoyance des travailleurs se maintienne et s'accuse devant les hypocrisies du parti communiste et de la direction cégétiste.

La preuve de l'importance de cette grève est justement le fait qu'elle ait ébranlé sérieusement les dirigeants du P.C.F. et de la S.F.I.O., les uns préférant sacrifier leurs ministères plutôt que de perdre toute influence sur les masses, les autres tiraillés entre une gauche favorable aux grévistes et une majorité soutenant les ministères dans leur politique de relèvement du système capitaliste. (A ce sujet, il n'a à noter que le Conseil National de la S. F. I. O. n'a fait que renier ses décisions antérieures, donnant un blanc-seing à Ramadier et au Comité directeur et bafouant les volontés du Congrès).

La Fédération Anarchiste apporte aux grévistes son appui total. Mais il est de son devoir de bien faire connaître quelles sont les conditions du succès :

- Clairvoyance maintenue et accrue devant les hypocrisies combinatoires des partis.
- Généralisation de la grève.
- Extension de la grève revendicative avec occupation, à la grève gestionnaire, portant en ses flancs des possibilités révolutionnaires.



POUR Y VOIR CLAIR

La scission syndicale est chose faite

LE « malaise » qui régnait dans la C.G.T. s'est transformé en crise et le divorce entre les directions syndicales et la masse des travailleurs syndiqués ne peut plus être dissimulé.

La question se pose maintenant de savoir si les positions contradictoires adoptées par la direction politique de la C.G.T. d'une part, et par les syndicats d'autre part, vont entraîner une scission formelle dans la grande centrale.

Dans les faits, cette scission existe depuis fort longtemps. Il existe deux C.G.T. : l'une officielle et légale (qui parle par la voix du C.C.N., par l'intermédiaire des hauts fonctionnaires, par des projets de loi déposés à la Chambre, dans les commissions économiques, dans les comités du Pan, à tous les échelons de l'administration d'Etat), l'autre réelle. La C.G.T. officielle n'est que l'instrument, le phonographe des partis, et avant tout du parti communiste qui, par le cumul des fonctions politiques et syndicales de ses militants, par la discipline de ses cadres, par la militarisation de ses cadres, contrôle en fait les rouages essentiels de la vie syndicale. (La fraction des anciens confédérés Bouhaux et Bothereau — est prisonnière des éléments communistes, tout d'abord parce qu'elle ne contient que des fonctionnaires syndicaux, parce qu'elle est contrôlée, ensuite, enfin parce qu'elle ne possède pas un programme énergétique d'action.)

L'autre C.G.T., c'est celle des syndiqués, ce sont les syndiqués eux-mêmes. Pendant longtemps elle a été chloroformée, les discours, les slogans de la Résistance, de la Bataille de la production, puis de la Bataille des prix ; l'espoir mis en diverses expériences gouvernementales l'on endormait, on la rendait, on la faisait à l'usage de la Résistance, neutralisée. Toute la fausse revient pas aux syndicalistes. Avec l'enlèvement en masse de nouveaux adhérents en 1945, la tradition revendicatrice a été brisée, le jeu des tendances a été faussé, les anciens militants ont été submergés par l'assaut donné par les troupes stalinienne.

Mais cette C.G.T. de base a peu à peu senti qu'elle était négligée, qu'elle devenait une masse de manoeuvre pour des intérêts incontrôlables. C'est de cette époque que date la scission morale. Cette rupture s'est exprimée de diverses façons. Il y eut baisse des effectifs (que la C.G.T. officielle se garde bien d'avouer mais qui est réelle) et désertion des assemblées syndicales, abandon des grandes réunions, méfiance envers les délégués, l'primant les points de vue des mandarins du C.C.N. au lieu d'être les interprètes des copains de travail.

Dans la vie courante, le syndiqué de base s'est aperçu que l'immense force de la C.G.T. n'est qu'apparence, que pour jouer un rôle dans la vie sociale du pays, il fallait appartenir à un parti, que pour bénéficier de menus avantages, il fallait appartenir à un parti politique. Les six millions de travailleurs, puissance capable de balayer n'importe quelle combinaison gouvernementale, de faire triompher toute initiative audacieuse, au lieu d'être la clé de l'avenir français, n'étaient que la foule utilisée par les groupements extra-syndicaux.

Dans chaque conflit immédiat dont les travailleurs firent les frais et que les hauts dirigeants sabotèrent, la scission s'affirma plus nettement. Grèves du Livre, mouvements des postiers, actions revendicatives des cheminots, employés et fonctionnaires, opposaient tragiquement la C.G.T. officielle, empiétrée politiquement, de la C.G.T. vivante, collée aux réalités sociales par ses centaines de milliers d'adhérents.

A la lumière de cette situation, les principes d'indépendance du syndicalisme, d'action directe de lutte contre l'Etat et contre le patronat — que nous

défendons depuis toujours — reprenaient une signification immédiate. Nos mises en garde contre la formation d'une bureaucratie syndicale, contre l'asservissement des groupements de défense ouvrière aux administrations gouvernementales, contre la naissance d'une classe nouvelle d'exploiteurs, recevaient confirmation à l'occasion de chaque événement.

Par des canaux divers, des milliers de militants syndicalistes, dégoûtés de la foire électorale et des parades politiques, revenaient aux conceptions révolutionnaires, retrouvèrent dans la lutte de classes la possibilité de reformer une force qui se perdait, depuis dix ans, dans les sables de la collaboration et du manœuvrisme.

Mais pour la plupart des éléments de cadre, un immense chemin reste à faire. Dans des minorités comme celle de la « Force Ouvrière », du C.E.T.E.S. et de la « Démocratie Ouvrière », il existe des éléments qui ne voient qu'à

se débarrasser des concurrents dangereux du Parti Communiste, mais qui possèdent le même mépris que leurs adversaires pour la « masse », ces éléments espèrent en une technocratie, en un capitalisme d'Etat d'où la volonté ouvrière serait exclue. Mais nous savons qu'il est possible d'étudier. Or nous savons qu'en traversant le monde, nous ne voyons que des bêtises, des erreurs, des fautes, des crimes, il y a une différence de classe, qu'à chaque occasion soulignent les militants de la C.F.O. qui se plaignent de la torpeur et du manque de combativité de leurs chefs de file.

Au travers des luttes syndicales, nos militants ont la possibilité, ont le droit, ont le devoir d'éclairer toutes ces bonnes volontés. Ce n'est pas sur la base de querelles politiques, ce n'est pas pour remplacer l'acrobatie stalinienne

par la débauche socialiste, que nous nous battons.

Les anarchistes sont pour quelque chose dans l'existence de la C.G.T. Ils ont les premiers brisé l'imbécillité des temps et des hommes pour créer ces cellules d'un monde nouveau, Bourses du Travail et fédérations d'industrie. Ils ont été au premier rang des manifestations revendicatives. Ils sont les pères des méthodes de la chaussure à clous, du manche de pioche et de la solidarité agissante. Ils ont conservé le sens de la dignité ouvrière.

Leurs idées se sont maintenues intactes dans de larges couches de la population laborieuse, alors même que leur force numérique semblait partout dérisoire. Et la grande montée de 1936 les a vu encore au premier rang. La grève de Sauter et Harlet, la première des occupations d'usines, revint à l'initiative de militants anarcho-syndicalistes.

Cette expérience, et l'afflux de travailleurs vers nos conceptions nous donnent une responsabilité énorme.

Quelle est la tâche du militant ou du sympathisant libertaire dans les luttes revendicatives d'aujourd'hui ? Et quel rôle nos camarades doivent-ils jouer dans la scission ?

Même comme nous le sommes aux multiples efforts qui tendent à rendre au syndicalisme ouvrier son visage révolutionnaire, notre présence dans les milieux autonomes, dans la C.N.T., dans les syndicats de la C.G.T., mais avant tout sur les lieux du travail et dans l'action efficace, ne s'accompagne d'aucun désir de conquête ou de novatage. La question de la scission ne peut donc, pour nous, se poser comme un problème en soi. Nous croyons que la lutte des classes doit passer avant tout intérêt particulier à une organisation quelconque.

Le vrai problème est de rendre aux travailleurs un terrain libre où ils pourront s'exprimer, étudier et décider de leur sort, choisir les méthodes de lutte les mieux adaptées aux situations changeantes.

La grève de chez Renault, le conflit dans les P.T.T., nous montrent que l'essentiel est de demeurer lié à la classe ouvrière, à ses espoirs et à ses combats.

La scission en elle-même n'est ni un bien, ni un mal. Elle est un fait. Pour une part, elle est née de l'exploitation des sentiments de liberté, de solidarité et de justice des travailleurs par l'arbitraire des clans et des castes politiques ou sociales. Pour une seconde part, la scission provient de la réaction légitime des travailleurs à de telles entreprises de colonisation bureaucratiques. Le seul problème est de savoir si les clans et les castes parviendront à tromper ou à museler la classe ouvrière. Ce qui s'avère de plus en plus douteux, car déjà les masses sont en mouvement.

De sévères avertissements aux ambassadeurs soviétiques comme aux responsables des intérêts anglo-saxons dans le mouvement syndical ont été donnés, non par nous, mais par la classe ouvrière elle-même. La C.G.T. officielle a subi un échec aux élections de Sécurité Sociale. La C.G.T. officielle a été désavouée par les grévistes des P.T.T. et du Livre. La C.G.T. officielle a été reniée par les ouvriers de chez Renault.

Nous serons aux côtés de la C.G.T. véritable contre la C.G.T. officielle. Nous serons aux côtés de la C.N.T. là où elle est à l'action. Mais, surtout, nous serons dans l'unité d'action sur le lieu de travail, sans distinction d'étiquettes et de catégories. Et nous continuerons l'espoir que de cette expérience sortira une classe ouvrière unie, combattive, groupée, dans des organisations économiques fortes de millions d'adhérents : une classe ouvrière qui, par elle-même, prendra le premier rôle dans la succession du système capitaliste agonisant.

En avant pour la relève de la C.G.T. par notre jeune C.N.T. révolutionnaire !

En avant pour la conquête des masses à l'idéologie communiste-libertaire !

M. JOYEUX.

MARZINO.

S. PARANE.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

Enfonçons le mur d'argent !

CONTRE LES DIVISIONS POLITIENNES
ET LES BRISEURS DE GRÈVE

LA colère des travailleurs de la région parisienne, longtemps contenue par les promesses démagogiques des politiciens de droite comme de gauche — vient d'éclater.

La réaction a été d'autant plus vive que la patience avait été plus longue et la déception plus amère.

Dans la forteresse de ceux qui se vantent (bien à tort, d'ailleurs) de refléter toutes les aspirations ouvrières, les ouvriers ont signifié au Gouvernement leur volonté de mettre fin à la duperie du blocage des salaires et de la « baisse des prix » sur le papier.

Aucune des déclarations, aucune des promesses des « guides aimés du prolétariat » n'ont pu prévaloir contre ces réalités palpables : pas de pain, pas de viande, pas de vin, sinon au marché noir à des prix dépassant les possibilités des salaires actuels ; et, par conséquent, nécessité d'augmentation immédiate de la fraction du revenu national attribuée au prolétariat.

Des politiciens retors président aux destinées du mouvement syndical ; débordés de toutes parts, ils ont tenté par tous les moyens d'enrayer cette action revendicative, qui menaçait de s'étendre à tous les travailleurs de la région parisienne.

En étroit accord avec la direction de la Régie Renault, la section syndicale et le comité d'entreprise ont essayé d'égarer des pourparlers le comité de grève régulièrement élu par les ouvriers.

Rien n'a été épargné pour abattre le mouvement : le mensonge et la colonie ont été les armes dont se sont servis les bonzes de la C.G.T. Alors que ce magnifique mouvement groupait la presque totalité des travailleurs, ils se sont essayés à l'œuvre de division déjà employée par eux au cours de la grève des P.T.T. et de celle du livre ; puis, aidés par des mercenaires à gages venus de tout Paris, ils se sont livrés à des manœuvres d'intimidation dont le but était de décourager les travailleurs. Rien n'y fit : et les Henaff, les Costes et autre Croiset ne sont pas près d'oublier l'accueil qui fut fait à leurs propositions transactionnelles. Les ouvriers réclamaient une augmentation de 10 fr. de l'heure. On leur répond en leur offrant une prime de rendement à la production de 3 francs. Personne ne saura d'ailleurs jamais ce qu'entraînerait par là ces messieurs, car la clameur qui accueillait cette proposition leur coupa toute envie de continuer leur discours — et ils trouvèrent plus sage de battre en retraite.

La grève de chez Renault est riche d'enseignements pour le mouvement dans son entier. Elle montre le vrai visage des politiciens cégétistes qui n'ont pas hésité, pour servir leurs maîtres, à faire œuvre de jaunes et de briseurs de grève. Ce n'est pas le retour en arrière tactique qu'ils ont accompli le 30 avril et qui a amené le retrait des communistes du gouvernement qui désormais pourra tromper les ouvriers. Ceux-ci n'oublieront pas que M. Thorez, répondant au Président du Conseil s'écriait : « Mais enfin, n'avons-nous pas été loyaux, n'avons-nous pas soutenu votre politique de blocage des salaires ? Si le monde ouvrier a accepté cette politique, c'est grâce à nous. » Ce qui est, en effet, l'exacte vérité — les communistes ayant été depuis un an le frein le plus sûr à l'évolution ouvrière.

La bourgeoisie, pour faire accepter sa politique de misère, de boue et de crime, avait besoin de laquais. Elle a trouvé pour la servir les politiciens communistes et les dirigeants socialistes. Toutefois cette compromission devenant trop visible les leaders communistes se sont crus obligés à une cure de gauchisme.

La ficelle est un peu grosse ; et les travailleurs, éclairés par nos camarades de la C.N.T. à la pointe du combat chez Renault, sauront déjouer toutes ces manœuvres.

Il reste aux militants révolutionnaires en général et aux militants libertaires en particulier une autre conclusion à tirer de ces événements ; c'est que, contrairement aux déclarations des pessimistes chroniques, tout est possible, et tout de suite !

Si nous avions dit à certains, il y a deux mois, que les travailleurs de chez Renault et du Livre effraieraient cette énorme machine qu'est le parti Communiste, jeteraient par terre le gouvernement (car en fait ce sont eux qui sont les responsables de la crise actuelle), ils se seraient frottés — nous décrivant minutieusement toutes les forces communistes de l'usine, sans nous faire grâce d'aucune cellule d'atelier — pour conclure une fois de plus que « nous prenons nos désirs pour des réalités ». Or, au contraire, la leçon de cette dernière semaine nous démontre qu'il suffit de se serrer près du prolétariat avec comme arme les formules traditionnelles du syndicalisme révolutionnaire, pour réveiller l'ardeur au combat des ouvriers de ce pays.

La leçon ne doit pas être perdue.

En avant les libertaires pour de nouveaux Renault !

En avant pour la grève générale de la métallurgie !

En avant pour la grève générale de tous les travailleurs !

En avant pour la relève de la C.G.T. par notre jeune C.N.T. révolutionnaire !

En avant pour la conquête des masses à l'idéologie communiste-libertaire !

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

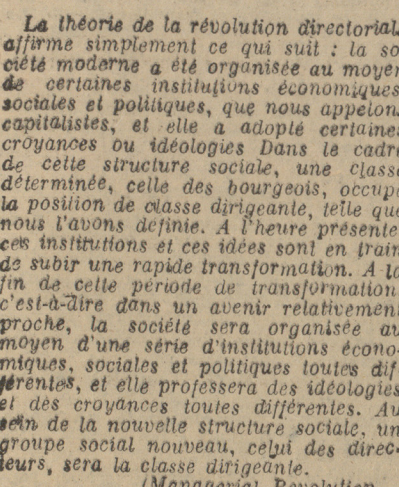
M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

M. JOYEUX.

PROBLEMES ESSENTIELS

La révolution des directeurs



La théorie de la révolution directoriale affirme simplement ce qui suit : la société moderne a été organisée au moyen de certaines institutions économiques, sociales et politiques, que nous appelons capitalistes, et elle a adopté certaines croyances ou idéologies dans le cadre de cette structure sociale, une classe déterminée, celle des bourgeois, occupe la position de classe dirigeante, telle que nous l'avons définie. A l'heure présente, ces institutions et ces idées sont en train de subir une rapide transformation. A la fin de cette période de transformation, c'est-à-dire dans un avenir relativement proche, la société sera organisée au moyen d'une série d'institutions économiques, sociales et politiques toutes différentes, et elle professera des idéologies toutes différentes. Au sein de la nouvelle structure sociale, un groupe social nouveau, celui des directeurs, sera la classe dirigeante.

(Managerial Revolution.)

PARU en 1941 aux Etats-Unis, le livre de James Burnham, professeur de philosophie à l'Université de New-York, a récemment été publié en France, sous le titre « L'Ere des Organisations ».

Il est probable que cet essai ne connaîtra pas grand succès auprès du public français. La manière de penser des sociologues et des philosophes français est trop profondément marquée par les querelles de partis, par les problèmes immédiats, par les traditions du siècle et par les propagandes impérialistes pour être capable de faire table rase des idéologies et des préjugés. La preuve en est donnée par la préface de Léon Blum à l'édition française, où le leader socialiste s'essaie à résumer l'analyse de Burnham et à la faire « coller » aux pratiques de conquête légale de l'Etat avec les buts socialistes.

Cela ne doit pas empêcher le mouvement libératoire de s'intéresser à l'œuvre de l'auteur américain, de l'étudier et de s'en servir, quand bien même les conclusions pessimistes de celui-ci diffèrent de notre enthousiasme et de notre esprit de lutte.

Dans une large mesure, le travail de Burnham vient confirmer les thèses anarchistes de la période soviétique, qui, reprenant la méditation théorique de Bakounine envers l'Etat et son caractère non socialiste, approuvaient des faits précis et utilisaient les expériences révolutionnaires d'après guerre 14-18 pour justifier cette méfiance et rompre avec la tradition commune à la quasi-totalité du mouvement ouvrier, celle qui prétendait qu'une société socialiste devait indubitablement, automatiquement, succéder au capitalisme.

Si dans les œuvres de Bakounine par exemple, on retrouve constamment l'idée centrale que les masses exploitées ne pourront arriver à bâtir une société libre, égalitaire, sans classe, que si elles la construisent elles-mêmes, à l'intérieur d'un cadre de parti ou d'appareil d'Etat, les anarchistes de 1938 pouvaient démontrer l'exactitude de cette formule en décalant dans les formes de luttes antiparlistes-tous les éléments capables de remplacer le régime appelé à disparaître, par un système d'exploitation nouveau, dont les travailleurs deviendraient à nouveau les victimes, malgré qu'ils en aient été les plus ardents défenseurs et les premiers artisans.

Les militants qui vécurent et étudièrent la Révolution russe, qui acquiescèrent à la conviction que le régime bolchevik constituait une forme de société nouvelle, de laquelle la bourgeoisie et le féodalisme étaient éliminés, qui se trouvaient en quelque façon égarés par la confusion avec une société socialiste. Une classe nouvelle, qu'ils appelaient intelligents ou technocratie, avait pris le pouvoir et ne

se servait des formules socialistes que pour maintenir les masses ouvrières et paysannes fidèles au régime.

Par la suite, avec l'organisation du régime fasciste en Italie, le triomphe du national-socialisme en Allemagne, et l'apparition des courants « planistes » dans la plupart des pays démocratiques, cette conviction se ralluma. Dans la partie de la préface que nous reproduisons ci-dessus, Burnham exprime avec plus ou moins de clarté (00).

Burnham n'est pas anarchiste. Sa formation le classe plutôt parmi les marxistes. Mais il ne s'est pas laissé emporter par les formules et est au contraire demeuré fidèle à l'outil, à la méthode d'investigation marxiste. Jusqu'au moment où la révolution russe a été découverte et ses analyses lui prouvent que le marxisme — dans sa partie prophétique — ne constitue qu'une idéologie de plus, sans base scientifique, et que les marxistes se laissent emporter par des formules sans relation avec une réalité nouvelle que Marx n'avait pu ni connaître, ni prévoir.

Burnham polémique avec Trotsky et finit par constater que les brillantes analyses du chef révolutionnaire russe ne s'attaquent jamais au problème central socialiste : la définition et la compréhension de la nouvelle classe au pouvoir.

Il rassemble tous les faits, constatations et indices qui lui permettent d'établir sa théorie sur la « révolution des directeurs », et conclut à la formation de plus en plus accélérée d'une classe de gérants. A ce propos regrettons que le titre français de l'ouvrage porte « organisation » au lieu de « gestion », et que le mot directeur soit employé dans le texte. En réalité la signification de « manager » est plus précise et peut se traduire plus exactement par « gestionnaire ». On se rappellera d'ailleurs que Yvon dans ses brochures sur la Russie Soviétique, parlait volontiers de la dictature du « personnel de gestion », et non de la dictature des « directeurs », d'ailleurs, les techniciens du plan, mais également tout le personnel d'Etat, militaires, agents du Guepou, bureaucrates, etc., qui par leur position sociale, leur accès aux leviers de commande, leur situation privilégiée, leurs avantages en argent ou en nature, se différencient nettement du prolétariat agricole ou industriel.

Il n'est pas difficile de retrouver dans la situation française l'embryon de cette classe et les manifestations multiples de son existence, quel que soit le degré de conscience dont elle fait preuve. Hauts fonctionnaires, planistes, bureaucrates ouvriers et syndicaux, intellectuels de hauts administrateurs de services d'Etat, tous ont le pouvoir augmenté de jour en jour.

Il n'est pas difficile de retrouver dans la situation française l'embryon de cette classe et les manifestations multiples de son existence, quel que soit le degré de conscience dont elle fait preuve. Hauts fonctionnaires, planistes, bureaucrates ouvriers et syndicaux, intellectuels de hauts administrateurs de services d'Etat, tous ont le pouvoir augmenté de jour en jour.

UNE ŒUVRE CAPITALE DE L'ANARCHISME

La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire

par MICHEL BAKOUNINE (1870)

Ce livre inspira aux Communistes la théorie de la guerre des Etats en guerre des classes.

PRIX FRANCO : 165 FR.

(000) « El Hombre y la Máquina »

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

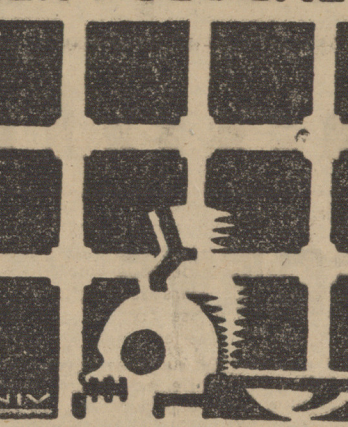
Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

Ed. Imman. Buenos-Aires

LE GUEPEOU A L'ŒUVRE EN POLOGNE



UN DEMI-MILLION DE TUEURS ROUGES

S'il fallait en croire certaine presse, le gouvernement démocratique polonais, arrivé à Varsovie dans les jours de l'Armée Rouge, serait soutenu par l'immense majorité d'une population dénuée en fin de la « tyrannie des colonels fascistes ».

Nous n'avons guère de conteste cette opinion. Nous nous sommes jusqu'à présent efforcés de démontrer que le gouvernement démocratique polonais, arrivé à Varsovie dans les jours de l'Armée Rouge, serait soutenu par l'immense majorité d'une population dénuée en fin de la « tyrannie des colonels fascistes ».

En Pologne, la police s'est d'ailleurs affublée du pseudonyme très pittoresque de « Sécurité Publique » (U. B.P.). Le siège central du ministère sis à Varsovie occupe quelque 1.500 fonctionnaires répartis dans sept départements, lesquels sont partagés en bureaux qui, à leur tour se subdivisent en sections.

LIBERTES PROTEGEES

Voici sur quoi portent les activités des divers départements :

1. — Sécurité publique, dirigée spécialement contre l'activité des Allemands et des Britanniques ; ainsi que contre du rapatriement.

2. — Etablissements, poursuites.

3. — Economie.

4. — « Protection » de l'industrie.

5. — « Protection » des partis politiques.

6. — « Protection » du gouvernement.

7. — Surveillance des prisons et des camps de concentration. Deux bureaux supplémentaires, rigoureusement camouflés, jouissent des mêmes droits que les Départements :

8. — Celui de l'espionnage à l'étranger rattaché au Bureau spécial du Ministère des Affaires étrangères soviétique et travaillant sous ses ordres.

9. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

10. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

11. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

12. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

13. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

14. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

15. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

16. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

17. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

18. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

19. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

20. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

21. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

22. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

23. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

24. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

25. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

26. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

27. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

28. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

29. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

30. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

31. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

32. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

33. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

34. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

35. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

36. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

37. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

38. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

39. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

40. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

41. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

42. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

43. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

44. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

45. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

46. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

47. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

48. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

49. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

50. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

51. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

52. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

53. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

54. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

55. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

56. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

57. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

58. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

59. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

60. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

61. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

62. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

63. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

64. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

65. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

66. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

67. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

68. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

69. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

70. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

71. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

72. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

73. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

74. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

75. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

76. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

77. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

78. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

79. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

80. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

81. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

82. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

83. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

84. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

85. — Celui de la lutte contre le « banditisme ». Etablissant, par exemple, les « bandits » sont en général les membres des mouvements d'opposition illégaux qui combattent les Soviétiques après avoir combattu les Nazis.

Fédération Anarchiste

1^{er} REGION

AVIS

Nous avons des groupes et correspondants dans les départements suivants : Aube, Ardennes, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine-Inférieure, Somme.

Pour être mis en relation, écrire à : Galletti, 5, rue des Myosotis, Lille (Nord).

Un compagnon se tiendra à la permanence tous les mardis, de 19 h. à 21 h. et à partir de 17 h. 30, s'en informer au n° 9, rue de la Gare, à Valenciennes.

2^e REGION

Conseil régional. — La prochaine séance est reportée au mercredi 15 mai, à 20 h. 30.

Ordre du jour : 1) Dernières mesures pour l'organisation de notre manifestation du 20 mai ; 2) Compte rendu de la manifestation régionale (avant ou après les vacances) ; 3) Préparation de son ordre du jour ; 4) Les groupes sont priés de proposer les points à traiter ; la décision pourra être prise au cours du conseil ; 5) Proposition d'un bulletin d'information de la Région ; 6) Nomination de délégués de la Région ; 7) Le 1^{er} mai ; 8) Prochain C.N.T. ; 9) Fin de la réunion sera précisée par correspondance.

Manifestation du Mur. — Appel est fait aux groupes et militants pour le collage des affiches et pour la préparation des pancartes et cartels.

Groupe des V^e et VI^e. — A la suite des Grandes Commissions, Palais de la Mutualité, seront données les causeries suivantes : 20 h. 30.

Vendredi 10 mai : L'Evolution corporative.

Vendredi 17 mai : L'Egalité économique.

Vendredi 24 mai : L'Education sexuelle.

A toutes ces réunions les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du XIV^e. — Réunion du groupe, le dimanche 11 mai, à 10 heures, 30 bis, rue Diderot, Caumont, pour un colloque.

Groupe du XIX^e. — Réunion du groupe, le vendredi 10 mai, à 20 h. 30, lieu habituel. Présence indispensable de tous les militants. Ordre du jour : Commémoration de la Commune.

Groupe du XXIV^e. — Réunion du groupe, le vendredi 10 mai, 79, avenue de Saint-Ouen, Paris, café « Le Balguy », 1^{er} étage.

Causerie le vendredi 16 mai par un camarade sur l'histoire du C.N.T. de la Commune de 1971. Les sympathisants sont particulièrement invités. (Même adresse que plus haut).

Groupe de Bourbeville. — Réunion du groupe tous les 1^{er}, 8^e et 15^e du mois, au sous-sol des écoles, 40, rue de Metz, à Comberval. Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe de Montgeron. — Assemblée générale du groupe le 11 mai à 15 h. au local habituel. Symptômes sont particulièrement invités. Tous renseignements à Tavernier, 60, rue de Courcy (Montgeron).

Groupe de Montreuil-Bonnet. — Réunion du groupe tous les 1^{er}, 8^e et 15^e du mois, au sous-sol des écoles, 40, rue de Metz, à Comberval. Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe de Sevran. — Réunion du groupe le vendredi 10 mai à 21 h. au Café Savy, place de la Gare, à Sevran. Les sympathisants sont cordialement invités.

Valein. — La réunion constitutive du groupe aura lieu dimanche 11 mai à 10 h. du matin au Café de la Renaissance, rue de Paris, à Valenay. Appel est fait à tous les compagnons du parti, à Valenay, à Saint-Georges, à Ligny-Brevaux et à Yverges.

3^e REGION

Groupe de Mulhouse. — Le groupe est en pleine évolution. Nous sommes heureux de vous adresser un bulletin « Libertaire », 145, quai de Valmy, qui transmettra.

4^e REGION

Finistère. — Nous faisons un appel à tous les lecteurs de « Libertaire » du Finistère attirés vers notre idéal pour qu'ils se joignent à nous dans le sein de la Fédération qui prend chaque semaine une puissance sans cesse accrue.

Cette adresse, en particulier, à ceux de Morlaix, où nous avons un correspondant. Pour tout renseignement, écrire au Groupe Libertaire, 145, quai de Valmy, qui transmettra.

5^e REGION

Vienna (Isère). — Le secrétaire de la 5^e Région, allant à Vienna le samedi, serait heureux de voir un camarade de cette localité en vue de la constitution d'un groupe. Pour tout renseignement, écrire au Groupe Libertaire, 145, quai de Valmy, qui transmettra.

6^e REGION

Lyon-Valais. — Réunion du groupe du Valais jeudi 8 mai à 20 h. 30, Café Loubet, place de Valmy (ville satellite). Appel est fait aux anciens compagnons pour venir renforcer le groupe.

Saint-Pons. — Réunion constitutive du groupe de Saint-Pons vendredi 10 mai, à 20 h. 30, Café des Miroirs. Pour tout renseignement, s'adresser à Novero, 11, rue Pasteur, à Saint-Pons.

7^e REGION

Vienna (Isère). — Le secrétaire de la 7^e Région, allant à Vienna le samedi, serait heureux de voir un camarade de cette localité en vue de la constitution d'un groupe. Pour tout renseignement, écrire au Groupe Libertaire, 145, quai de Valmy, qui transmettra.

8^e REGION

Fédération locale de Toulouse. — Causerie par un camarade sur les premiers samedis du mois, à 21 h., 4, rue de Belport, 3^e étage.

Groupe Fernand Pelletier. — Réunions tous les 1^{er}, 8^e et 15^e du mois, à 21 h., 21 h. 30, Café de sports, Bde de Strasbourg, 3^e étage.

9^e REGION

Marseille. — Fédération locale. — 12, rue Pavillon, Marseille, 2^e étage. — Permanences. — Les lundis, mardis, mercredis, jeudis, de 18 h. à 19 h. 30. Les samedis de 16 h. 30 à 19 h. 30. Pour tous renseignements, cotisations, journaux, La Bibliothèque de prêt et la vente fonctionnent les lundis, mardis, jeudis et samedis aux heures sus-indiquées.

Groupe Valais. — Point de vue. Marseille. Nous nous adressons aux camarades anarchistes des quartiers Pont-de-Vieux, Saint-Loup, La Plaine, Saint-Marcel, d'assister à la réunion du groupe qui aura lieu le 8 mai 1947 à 20 h. 30 au Bar du Petit Caveau, Route Nationale, n° 48, Pont-de-Vieux.

Cette réunion a pour but de mettre en route une propagande active dans les quartiers ci-dessus énumérés et d'informer les camarades de l'activité de la F.A. dans Marseille et la Région.

Par la suite, le groupe se réunira régulièrement les 1^{er} et 8^e de chaque mois.

Pertuis. — Tous les sympathisants sont invités à se mettre en relation avec le camarade Chénas, rue Durancie, Pertuis.

Groupe de Toulon. — Réunion du groupe tous les samedis à 19 heures, chez le camarade Dima, 25, rue Augustin-Deumas, Toulon.

Permanence : Tous les jours, de 18 h 30 heures, à la même adresse.

10^e REGION

Groupe d'Oran. — Le groupe est en formation pour tous renseignements et adhésions écrire au camarade Martinez Antoine, 68, boulevard Sébastopol, Oran (Algérie).

Groupe d'Alger. — Permanence tous les dimanches matin, de 10 heures et demi à 11 heures et demi, Café de la Citoyenne, Quartier Bab-el-Oued, Algérie (Secteur G. 2, A. 1).



LE SYNDICALISME

chez Renault

LE FILM DE LA GREVE

* VENDREDI 25 AVRIL

LES travailleurs du Secteur Collas (départements 6 et 18) se mettent en grève. Les patrons sont stupéfaits. Les ouvriers, rassemblés, une délégation se rend auprès de la direction pour déposer son cahier de revendications. Les camarades ne luttent pas seulement en grève, ils luttent aussi pour le travail. Les patrons ne veulent pas que les ouvriers aillent travailler ailleurs.

* SAMEDI 26 AVRIL

Les journaux communistes, l'Humanité et le Soir, attaquent violemment les grévistes et leurs dirigeants qui sont accusés de provocation ; leurs revendications démocratiques risquent, dit-on, de remettre en cause la politique de baisse des prix instaurée par le gouvernement.

* LUNDI 28 AVRIL

Le Comité de grève organise un meeting groupant plus de 4.000 travailleurs et où le principe des 10 francs d'augmentation horaire est acclamé. Les boîtes de C.G.T. invitées à expliquer leur attitude, se débattent. La grève s'étend dans la plupart des ateliers. Le meeting organisé par la C.G.T. se transforme en un meeting favorable aux grévistes et les briseurs de grève quittent la tribune sous les huées.

* MARDI 29 AVRIL

Une colonne dirigée par le Comité de grève parcourt l'usine en tous sens. Sur son passage, les travailleurs débattent. Les dirigeants cégétistes, affolés, font appel à Hénaff et ordonnent une grève totale de 10 à 14 heures, en attendant les pourparlers engagés par Hénaff avec la direction.

Cependant, pendant cette figure de jauges et de briseurs de grève, les communistes tentent dès midi de faire reprendre le travail à l'atelier de caoutchouc.

De midi, Hénaff revient avec la proposition de 3 francs. Il est accueilli par une bordée d'effluets, et les travailleurs refusent de signer la convention.

Dès cet instant, toute l'usine est pratiquement en grève.

De midi, Hénaff revient avec la proposition de 3 francs. Il est accueilli par une bordée d'effluets, et les travailleurs refusent de signer la convention.

Dès cet instant, toute l'usine est pratiquement en grève.

De midi, Hénaff revient avec la proposition de 3 francs. Il est accueilli par une bordée d'effluets, et les travailleurs refusent de signer la convention.

Dès cet instant, toute l'usine est pratiquement en grève.

De midi, Hénaff revient avec la proposition de 3 francs. Il est accueilli par une bordée d'effluets, et les travailleurs refusent de signer la convention.

Dès cet instant, toute l'usine est pratiquement en grève.

De midi, Hénaff revient avec la proposition de 3 francs. Il est accueilli par une bordée d'effluets, et les travailleurs refusent de signer la convention.

Dès cet instant, toute l'usine est pratiquement en grève.

De midi, Hénaff revient avec la proposition de 3 francs. Il est accueilli par une bordée d'effluets, et les travailleurs refusent de signer la convention.

Dès cet instant, toute l'usine est pratiquement en grève.

De midi, Hénaff revient avec la proposition de 3 francs. Il est accueilli par une bordée d'effluets, et les travailleurs refusent de signer la convention.

Dès cet instant, toute l'usine est pratiquement en grève.

De midi, Hénaff revient avec la proposition de 3 francs. Il est accueilli par une bordée d'effluets, et les travailleurs refusent de signer la convention.

Dès cet instant, toute l'usine est pratiquement en grève.

De midi, Hénaff revient avec la proposition de 3 francs. Il est accueilli par une bordée d'effluets, et les travailleurs refusent de signer la convention.

Dès cet instant, toute l'usine est pratiquement en grève.

De midi, Hénaff revient avec la proposition de 3 francs. Il est accueilli par une bordée d'effluets, et les travailleurs refusent de signer la convention.

Dès cet instant, toute l'usine est pratiquement en grève.

De midi, Hénaff revient avec la proposition de 3 francs. Il est accueilli par une bordée d'effluets, et les travailleurs refusent de signer la convention.

La réaction des travailleurs est très vive ; se sentant déborder, les bonzes syndicaux tentent la revendication ouvrière des 10 francs de mieux, pour la transformer en une prime au rendement. Ils demandent aux travailleurs d'accepter tout de suite 3 francs d'acompte sur cette prime et de reprendre le travail, les négociations devant permettre d'obtenir par la suite les 7 francs complémentaires.

Ces propositions sont fraîchement accueillies. Costes, Hénaff et Croizat ne peuvent s'expliquer que protégés par une majorité de 3 francs d'acompte, les communistes et de leur gouvernement. La grève est attaquée, les vendeurs de la Vérité et du Drapeau Rouge pris à partie et frappés ; rassemblés par bandes, les communistes attaquent avec leur beau courage habituel tout ce qui leur est inférieur en nombre.

Enfin, la pression ouvrière s'accroît. L'Union des Syndicats de Métaux tente à son tour une manœuvre ; elle annonce la réunion de tous les secrétaires de Syndicats des Métaux de la région parisienne et décide de demander 10 fr. au rendement pour tous les métaux de la localité.

Au cours de cette journée, on note la présence de notre ami Rotat, du Syndicat des Métaux, qui est particulièrement gâté.

La direction refuse de recevoir le Comité de grève, qui décide la continuation de la lutte jusqu'à la victoire. Au cours d'un meeting tenu dans la soirée, le représentant de l'Union des Syndicats est visiblement pris à parti.

* VENDREDI 2 MAI

Le Comité de grève fait circuler des listes de pétitions demandant la démission des délégués syndicaux. La C.G.T. procède à une consultation sur le thème suivant : « Reprendre le travail aux conditions Croizat : 3 francs de prime à la production ? Ou continuer la grève ? »

Les propositions Croizat sont rejetées à 3.000 voix de majorité, malgré la pression des éléments politiques pour la reprise du travail, et bien que de nombreux travailleurs ne reconnaissent plus la section syndicale comme qualifiée pour consulter les ouvriers, aient préféré s'abstenir.

La grève continue ; les piquets sont renforcés ; le contrôle de l'entrée et de la sortie des ateliers devient très strict. Malgré l'opposition des communistes, quelques camarades ont réussi à débayer l'annexe Renault, à Cligny.

* LUNDI 5 MAI

Le Comité de grève continue à faire circuler des listes de pétition visant au remplacement des délégués ouvriers.

La C.G.T. définitivement stalinisée

L'UNION départementale cégétiste de la Sarthe restait une des rares U.D. de France que les nacos n'aient pas réussi à coloniser. C'est maintenant chose faite. L'an dernier, l'offensive des stalinisés s'était déclenchée contre les militants anarchistes ; cette offensive s'était terminée par l'exclusion de notre camarade de Marc Monnet, que les membres de la tendance ex-confédérée et de « Force ouvrière » n'avaient pas eu le courage de défendre.

Aujourd'hui le Congrès de l'U.D. a eu lieu, et les stalinisés — après un novatage savant, après l'écartement de leur principal adversaire Monnet — ont réussi à enlever le morceau devant les ex-confédérés complètement amorphes.

Albert Lefevre qui était jusqu'alors secrétaire général de l'U.D. est déposé ; Lefevre avait su garder cette foi et cette ardeur syndicale apolitique qui aurait dû être celle de tous les militants. Mais si Lefevre tombe aujourd'hui, c'est uniquement parce qu'il n'a pas su — ou qu'il n'a pas voulu — s'unir fermement pour la cause commune avec des hommes comme Monnet.

Lefevre que nous connaissons, et nous n'ignorons pas qu'au fond il est d'accord avec nous, n'a pas voulu pousser quelque chose de désastreux. Indépendant dans une lutte ouverte antipolitique et antistalinienne — craignant naturellement d'être taxé d'anarchisme !

Pourtant Lefevre était un vrai militant, il n'ignore pas que le vrai syndicalisme indépendant est nécessairement ennemi de l'état comme du patronat.

Ce congrès de l'U.D. cégétiste de la Sarthe est une preuve éclatante de plus que tout relèvement du syndicalisme indépendant et révolutionnaire est maintenant impossible dans la C.G.T.

Le sieur Boulay a pu recevoir mission parti des masses, est maintenant le secrétaire général de l'U.D. cégétiste de la Sarthe. Ce qui est définitivement sous la coupe des stalinisés.

Que les stalinisés ne triomphent pas trop vite ! Une fois la nouvelle du syndicalisme révolutionnaire morte, cette force elle est dans la C.N.T. l'organisation syndicale indépendante et révolutionnaire qui voit chaque jour venir à elle les travailleurs égarés des manœuvres politiques à l'intérieur de la C.G.T.

Est-il utile de le rappeler, toutes les salées de nos nacos ? L'affaire Poudou, au syndicat des Cheminots du Mans ; l'affaire Monnet ; les marchandages électorales ; les collusions des syndicats payant les déplacements de leur Cerveau (so-disant délégué à la propagande du bâtiment, mais propagandiste du P.C.) — et combien d'autres affaires !

Après ce congrès, les travailleurs sarthois sauront qu'en adhérant à la C.G.T., ils ne serviront qu'une chose, les intérêts du Parti communiste.

Et cet état de choses nous leur dit : Camarades ne restez pas plus longtemps dans ce repaire d'agents du patronat et des politiciens stalinisés, venez avec nous à la C.N.T., parce que nous voulons rester des syndicalistes libres et révolutionnaires.

Le sieur Boulay a pu avoir mission des stalinisés de la C.G.T. de détruire par tous les moyens notre force qui va sans cesse grandissant à la C.N.T. et qui a déjà pris pied solidement au Mans et à Château-Lafleur et qui se développe sous peu à Saint-Calais et dans d'autres communes du département. Ils ne réussissent pas à enrayer notre marche en avant, et nous nous en réjouissons.

Un jour proche les ex-confédérés se ressaisiront. L'action revendicative nous appelle tous à briser le mur des salaires bloqués. Alors les Lefevres, les Hayet, les Lulé, venez avec nous pour reprendre cette lutte de classe qui n'aurait jamais dû faiblir ; venez relever le drapeau du vrai syndicalisme dans une puissante C.N.T.

Un militant de la C.N.T. : R. S.

Ce que la presse ne dit pas

La Grèce ensanglantée

« Sous le gouvernement monarchiste fasciste grec, le peuple est en voie de destruction. Les entreprises principales du catholicisme portugais consistent dans l'exploitation de la main-d'œuvre des migrants qui lui ont permis de faire un long voyage pour aller à Lourdes faire leurs prières, et de leur gouvernement.

Enfin, la pression ouvrière s'accroît. L'Union des Syndicats de Métaux tente à son tour une manœuvre ; elle annonce la réunion de tous les secrétaires de Syndicats des Métaux de la région parisienne et décide de demander 10 fr. au rendement pour tous les métaux de la localité.

Au cours de cette journée, on note la présence de notre ami Rotat, du Syndicat des Métaux, qui est particulièrement gâté.

La grève continue ; les piquets sont renforcés ; le contrôle de l'entrée et de la sortie des ateliers devient très strict. Malgré l'opposition des communistes, quelques camarades ont réussi à débayer l'annexe Renault, à Cligny.

Le Comité de grève continue à faire circuler des listes de pétition visant au remplacement des délégués ouvriers.

La direction refuse de recevoir le Comité de grève, qui décide la continuation de la lutte jusqu'à la victoire. Au cours d'un meeting tenu dans la soirée, le représentant de l'Union des Syndicats est visiblement pris à parti.

Aujourd'hui le Congrès de l'U.D. a eu lieu, et les stalinisés — après un novatage savant, après l'écartement de leur principal adversaire Monnet — ont réussi à enlever le morceau devant les ex-confédérés complètement amorphes.

Albert Lefevre qui était jusqu'alors secrétaire général de l'U.D. est déposé ; Lefevre avait su garder cette foi et cette ardeur syndicale apolitique qui aurait dû être celle de tous les militants. Mais si Lefevre tombe aujourd'hui, c'est uniquement parce qu'il n'a pas su — ou qu'il n'a pas voulu — s'unir fermement pour la cause commune avec des hommes comme Monnet.

Lefevre que nous connaissons, et nous n'ignorons pas qu'au fond il est d'accord avec nous, n'a pas voulu pousser quelque chose de désastreux. Indépendant dans une lutte ouverte antipolitique et antistalinienne — craignant naturellement d'être taxé d'anarchisme !

Pourtant Lefevre était un vrai militant, il n'ignore pas que le vrai syndicalisme indépendant est nécessairement ennemi de l'état comme du patronat.

Ce congrès de l'U.D. cégétiste de la Sarthe est une preuve éclatante de plus que tout relèvement du syndicalisme indépendant et révolutionnaire est maintenant impossible dans la C.G.T.

Le sieur Boulay a pu recevoir mission parti des masses, est maintenant le secrétaire général de l'U.D. cégétiste de la Sarthe. Ce qui est définitivement sous la coupe des stalinisés.

Que les stalinisés ne triomphent pas trop vite ! Une fois la nouvelle du syndicalisme révolutionnaire morte, cette force elle est dans la C.N.T. l'organisation syndicale indépendante et révolutionnaire qui voit chaque jour venir à elle les travailleurs égarés des manœuvres politiques à l'intérieur de la C.G.T.

Est-il utile de le rappeler, toutes les salées de nos nacos ? L'affaire Poudou, au syndicat des Cheminots du Mans ; l'affaire Monnet ; les marchandages électorales ; les collusions des syndicats payant les déplacements de leur Cerveau (so-disant délégué à la propagande du bâtiment, mais propagandiste du P.C.) — et combien d'autres affaires !

Après ce congrès, les travailleurs sarthois sauront qu'en adhérant à la C.G.T., ils ne serviront qu'une chose, les intérêts du Parti communiste.

Et cet état de choses nous leur dit : Camarades ne restez pas plus longtemps dans ce repaire d'agents du patronat et des politiciens stalinisés, venez avec nous à la C.N.T., parce que nous voulons rester des syndicalistes libres et révolutionnaires.

Le sieur Boulay a pu avoir mission des stalinisés de la C.G.T. de détruire par tous les moyens notre force qui va sans cesse grandissant à la C.N.T. et qui a déjà pris pied solidement au Mans et à Château-Lafleur et qui se développe sous peu à Saint-Calais et dans d'autres communes du département. Ils ne réussissent pas à enrayer notre marche en avant, et nous nous en réjouissons.

Un jour proche les ex-confédérés se ressaisiront. L'action revendicative nous appelle tous à briser le mur des salaires bloqués. Alors les Lefevres, les Hayet, les Lulé, venez avec nous pour reprendre cette lutte de classe qui n'aurait jamais dû faiblir ; venez relever le drapeau du vrai syndicalisme dans une puissante C.N.T.

Un militant de la C.N.T. : R. S.

Le peuple palestinien entre deux feux

Nos amis de Freedom nous ont fait connaître les détails d'une action commune par les communistes juifs et arabes, menant à la destruction de la maison de la juïssie.

La minorité « ex-confédérée » a bien lancé un appel aux syndicalistes, leur demandant de repousser le rapport moral, mais cet acte courageux de Clere, Bosmel et quelques autres sera sans aucun effet. Les minoritaires de la Fédération cégétiste reconnaissent que toutes les interventions au Bureau fédéral sont lettre morte. Il en sera de même pour les interventions au Bureau régional.

A part cela, l'armée et la police consomment comme en Espagne, un bon quart du budget, cependant que l'enseignement reçoit à peine le quart de ce que dépensent l'armée et la police.

Le peuple palestinien entre deux feux. Nos amis de Freedom nous ont fait connaître les détails d'une action commune par les communistes juifs et arabes, menant à la destruction de la maison de la juïssie.

La minorité « ex-confédérée » a bien lancé un appel aux syndicalistes, leur demandant de repousser le rapport moral, mais cet acte courageux de Clere, Bosmel et quelques autres sera sans aucun effet. Les minoritaires de la Fédération cégétiste reconnaissent que toutes les interventions au Bureau fédéral sont lettre morte. Il en sera de même pour les interventions au Bureau régional.

A part cela, l'armée et la police consomment comme en Espagne, un bon quart du budget, cependant que l'enseignement reçoit à peine le quart de ce que dépensent l'armée et la police.

Le peuple palestinien entre deux feux. Nos amis de Freedom nous ont fait connaître les détails d'une action commune par les communistes juifs et arabes, menant à la destruction de la maison de la juïssie.

La minorité « ex-confédérée » a bien lancé un appel aux syndicalistes, leur demandant de repousser le rapport moral, mais cet acte courageux de Clere, Bosmel et quelques autres sera sans aucun effet. Les minoritaires de la Fédération cégétiste reconnaissent que toutes les interventions au Bureau fédéral sont lettre morte. Il en sera de même pour les interventions au Bureau régional.

A part cela, l'armée et la police consomment comme en Espagne, un bon quart du budget, cependant que l'enseignement reçoit à peine le quart de ce que dépensent l'armée et la police.

Le peuple palestinien entre deux feux. Nos amis de Freedom nous ont fait connaître les détails d'une action commune par les communistes juifs et arabes, menant à la destruction de la maison de la juïssie.

La minorité « ex-confédérée » a bien lancé un appel aux syndicalistes, leur demandant de repousser le rapport moral, mais cet acte courageux de Clere, Bosmel et quelques autres sera sans aucun effet. Les minoritaires de la Fédération cégétiste reconnaissent que toutes les interventions au Bureau fédéral sont lettre morte. Il en sera de même pour les interventions au Bureau régional.

A part cela, l'armée et la police consomment comme en Espagne, un bon quart du budget, cependant que l'enseignement reçoit à peine le quart de ce que dépensent l'armée et la police.

Le peuple palestinien entre deux feux. Nos amis de Freedom nous ont fait connaître les détails d'une action commune par les communistes juifs et arabes, menant à la destruction de la maison de la juïssie.

La minorité « ex-confédérée » a bien lancé un appel aux syndicalistes, leur demandant de repousser le rapport moral, mais cet acte courageux de Clere, Bosmel et quelques autres sera sans aucun effet. Les minoritaires de la Fédération cégétiste reconnaissent que toutes les interventions au Bureau fédéral sont lettre morte. Il en sera de même pour les interventions au Bureau régional.

A part cela, l'armée et la police consomment comme en Espagne, un bon quart du budget, cependant que l'enseignement reçoit à peine le quart de ce que dépensent l'armée et la police.

Le peuple palestinien entre deux feux. Nos amis de Freedom nous ont fait connaître les détails d'une action commune par les communistes juifs et arabes, menant à la destruction de la maison de la juïssie.

La minorité « ex-confédérée » a bien lancé un appel aux syndicalistes, leur demandant de repousser le rapport moral, mais cet acte courageux de Clere, Bosmel et quelques autres sera sans aucun effet. Les minoritaires de la Fédération cégétiste reconnaissent que toutes les interventions au Bureau fédéral sont lettre morte. Il en sera de même pour les interventions au Bureau régional.

A part cela, l'armée et la police consomment comme en Espagne, un bon quart du budget, cependant que l'enseignement reçoit à peine le quart de ce que dépensent l'armée et la police.

Le peuple palestinien entre deux feux. Nos amis de Freedom nous ont fait connaître les détails d'une action commune par les communistes juifs et arabes, menant à la destruction de la maison de la juïssie.

La minorité « ex-confédérée » a bien lancé un appel aux syndicalistes, leur demandant de repousser le rapport moral, mais cet acte courageux de Clere, Bosmel et quelques autres sera sans aucun effet. Les minoritaires de la Fédération cégétiste reconnaissent que toutes les interventions au Bureau fédéral sont lettre morte. Il en sera de même pour les interventions au Bureau régional.

A part cela, l'armée et la police consomment comme en Espagne, un bon quart du budget, cependant que l'enseignement reçoit à peine le quart de ce que dépensent l'armée et la police.

Le peuple palestinien entre deux feux. Nos amis de Freedom nous ont fait connaître les détails d'une action commune par les communistes juifs et arabes, menant à la destruction de la maison de la juïssie.